



TCL mode lourd
Lundi 7 avril 2025

Les barrières ne protègent pas : elles enferment !

Trump a annoncé mercredi 2 avril – la veille on aurait pu croire à un poisson d'avril ! – une hausse des droits de douane perçus par les États-Unis. La guerre économique est déclarée, au risque de précipiter rien de moins qu'une crise de l'économie mondiale.

L'impérialisme américain à l'offensive

Cette taxation va renchérir la plupart des marchandises de 10 % à 50 % selon les pays. Les automobiles ont droit à un minimum de 25 % d'où qu'elles viennent. Les produits chinois, déjà taxés à hauteur de 20 %, se voient infliger 34 points de plus, soit un total de 54 % !

Pour justifier cette remise en place de barrières douanières à un niveau jamais vu depuis plus d'un siècle, Trump présente son pays comme la victime du libre-échange... que ses prédécesseurs ont imposé pour asseoir la domination des États-Unis sur l'économie mondiale !

À l'entendre, ses droits de douane à lui seraient une réponse « gentille » à ceux prétendument plus élevés des autres pays. C'est un mensonge pur et simple. Mais un mensonge assorti d'une menace, celle de les augmenter encore. De fait, bon nombre de pays semblent préférer négocier avec le chef de la principale puissance de la planète.

Leur guerre économique... avec notre peau !

D'autres envisagent de rendre coup pour coup et taxe pour taxe. Pas tant du côté de l'Europe, où Macron joue au chef de bande, mais brasse surtout de l'air – un comique de répétition lassant à force de n'être même pas drôle –, que du côté de la Chine, qui a annoncé une hausse miroir de 34 % de ses droits de douane sur les produits américains. Qu'il y ait riposte ou pas, les exportations refoulées aux États-Unis vont chercher à s'écouler dans d'autres pays. Lesquels pourraient à leur tour... relever les taxes sur leurs importations !

Cette perspective d'une escalade générale des barrières douanières a immédiatement fait chuter les cours des principales bourses de la planète. Les capitalistes ont peur, certes, mais du côté des travailleurs, nous aurions tort de nous réjouir. Dans l'immédiat, c'est l'inflation qui menace aux États-Unis. Les entreprises

étrangères ne céderont pas leurs bénéfices aux douaniers : elles augmenteront donc leurs prix. Demain, c'est l'emploi qui risque de trinquer. À Detroit, capitale de l'automobile des États-Unis, des ouvriers angoissent de voir les droits de douane s'appliquer sur les châssis en aluminium provenant du Canada, à quelques kilomètres seulement. Le prix des voitures qu'ils produisent grimperait en flèche, au risque que personne ne les achète... et que leur patron les licencie.

Réindustrialisation, piège à c...

Trump minimise. Ces « perturbations » seraient un mauvais moment à passer avant que l'appétissant marché américain amène la relocalisation d'usines aux États-Unis. Chez nous aussi, tout le monde parle de réindustrialisation, de la gauche à l'extrême droite. Mais personne ne le fait. Barrières douanières ou non, ce qui attire les capitalistes, ce sont les possibilités de faire du profit sur l'exploitation des travailleurs. Et, des plus protectionnistes aux plus libre-échangistes, tous les dirigeants capitalistes, comme Macron, et ceux qui aspirent à l'être, comme Le Pen et Bardella, s'accordent pour vouloir renforcer ces possibilités.

Entre travailleurs, pas de frontières !

Bien des syndicats, ici ou ailleurs, cèdent aux sirènes du protectionnisme. Comme si l'État aux mains des patrons pouvait faire autre chose qu'aider ces derniers à nous exploiter ! Libre-échange ou barrières douanières, ce sont les deux faces d'une même médaille : le capitalisme !

Les barrières douanières ne nous protégeront pas plus des bas salaires et des licenciements que la fermeture des frontières aux immigrés. Nos adversaires ne sont pas les travailleurs des autres pays : c'est même précisément par des luttes communes contre nos exploiteurs communs que nous pourrons remettre à l'endroit ce monde qui marche sur la tête.

Les dix commandements !

La direction veut nous parler de sécurité à grand coup d'affiches sur « les 10 règles d'or de la sécurité ». Elle semble oublier que la sécurité au travail n'est pas qu'une somme de règles individuelles. Pour la garantir, c'est avant tout à eux d'agir, en mettant plus de moyens, dans la maintenance, ou dans les temps de pause par exemple !

11^{ème} commandement : grève, tu feras !

Si la direction ne fait pas le nécessaire pour nous permettre de travailler en sécurité, il ne faudra pas avoir peur d'établir un rapport de forces par tous les moyens à notre disposition.

Connexion impossible

Pendant plusieurs jours, de nombreux collègues n'ont pas pu accéder à « self-service » en raison d'une panne informatique.

Le prestataire qui assure la hotline « allo DSI » saturé, les ordos aussi, et des fois même le PCT. Au bout du compte certains collègues ont carrément dû appeler leur chef de groupe.

Que ça ne se reproduise pas : les conducteurs ne sont pas payés à passer autant de temps... à savoir comment ils bossent !

Le volant volant

En Seine Saint-Denis, le volant d'un bus RATP est resté entre les mains de son conducteur en plein service. Le conducteur a réussi à éviter la catastrophe. Il a même dû reprendre son service (la RATP lui a généreusement mis à disposition un autre bus) ! Face à la gravité de l'incident, la direction se veut rassurante, « mène l'enquête » et fait réviser tous les bus du même modèle. Mais quand la RATP passe de 2000 mainteneurs à 700 en cinq ans pour faire des économies, elle ne peut pas s'étonner que des roues se décrochent, que de l'huile ou du liquide de refroidissement s'écoulent, que des volants s'envolent. Faut-il attendre des morts pour espérer être exploités en toute sécurité ?

Pas de bon ou de mauvais patron

Suite à un nouveau découpage des lignes de bus parisiennes, le groupe milanais ATM a été retenu pour en exploiter un lot. Jean Castex, le PDG de la RATP s'est offusqué de ce marché perdu... mais n'a rien dit quand dans la foulée il a gagné l'exploitation de quatre lignes à Rome ! Mais la farce ne s'arrête pas là : de la gauche à l'extrême droite, à coup de clichés xénophobes, ça agitait le drapeau chauvin contre une ingérence étrangère... Comme si un patron français valait mieux ! Car derrière

le masque du nationalisme se cache l'exploitation capitaliste, et les conducteurs italiens d'ATM subissent comme nous le sous-effectif. Nouvelle preuve donc que nos luttes contre l'exploitation n'ont pas de frontière !

Ich bin ein streikender Berliner

Après cinq épisodes de grève et de manifestations depuis janvier, les traminots berlinois de la BVG ont fait plier la direction : l'accord sur une augmentation de salaire de 380€, bien qu'effective en juin seulement et étalée sur deux ans, fait bien plaisir ! C'est bien la colère, la mobilisation et la solidarité des collègues, rejoints par les salariés d'entreprises d'entretien de l'espace public,

qui ont fait que l'entreprise, redoutant une grève plus longue et plus large, a dû céder. Un exemple de lutte et de détermination pour nous tous !

Tête basse et mains dans la caisse

4,5 millions d'euros détournés pour faire croquer la famille et les copains, pour payer le majordome et le garde du corps, c'est ça « l'exemplarité » façon Le Pen : utiliser l'argent public pour financer un train de vie grand-bourgeois. Et elle voudrait se faire passer pour la candidate du peuple ? Et comment aurait-elle réagi si l'un d'entre nous avait piqué 4,5 millions d'euros ? Elle aurait réclamé une peine bien plus dure que celle contre laquelle elle proteste !

Cette condamnation ne nous protège pas du danger de l'extrême-droite, mais elle a le mérite de révéler qui est Le Pen : une politicienne bourgeoise comme les autres, parfaitement intégrée au système qu'elle dénonce, et qui ne nous représente pas.

Rififi à l'After

Départ de Walid, dérapages de Daniel et excuses de Gilbert, si ces prénoms vous sont familiers, c'est que vous écoutez, comme éno-mément de monde, l'After Foot sur RMC. On dira juste qu'il serait troublant de s'étonner que cette émission échappe à la ligne de la station, sous prétexte qu'on y analyse le foot. Du matin au soir, sur les émissions qui ne traitent pas de sport, RMC est un déversoir d'idées anti-ouvrières, anti-pauvres ou anti-islam. L'After ne fait donc pas exception. Après une sanction pour sexism en 2019 (Riolo et Rothen avaient été mis à pied pour leurs commentaires déplacés sur le physique d'une femme qui accusait Neymar de viol), les voilà pris la main dans le sac de laisser libre antenne pendant presque une heure à une députée macroniste et pro-Netanyahu pour en faire des caisses sur l'islam dans le foot...

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org